

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SATIMAT

15 Route de Normandie
76260 Longroy

Références : UDRD-2026-02-T-69
Code AIOT : 0005801048

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement SATIMAT implanté 15, Route de Normandie 76260 Longroy. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SATIMAT
- 15, Route de Normandie 76260 Longroy
- Code AIOT : 0005801048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SATIMAT, entreprise de parachèvement du verre implantée dans la vallée de la Bresle, est spécialisée dans le décapage et le dépolissage de flacons. A ce titre, la société est autorisée par arrêté préfectoral du 3 juin 2008 à exploiter des installations relatives à la rubrique 2531 au seuil d'autorisation pour le travail chimique du verre. L'effectif est de 47 salariés. Depuis 2020, l'exploitant a également démarré une activité de lavage de plateaux thermoformés.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 1-2-1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Valeurs limite d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 4-3-9 et 8-2-2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Elimination des déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 5-1-4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Substances spécifiques du secteur d'activité	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 61	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 7-1-7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 3-2-2 et 3-2-3	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 4-2-2	Sans objet
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 7-2-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2020, l'exploitant a démarré une activité de lavage de plateaux thermoformés en matières plastiques. Vu le nombre de palettes observé, il est attendu que l'exploitant justifie si cette activité relève de la rubrique 2662 relative au stockage de polymères au seuil de déclaration.

Concernant les rejets aqueux des installations de traitement chimique, il a été convenu avec l'exploitant qu'il transmette les résultats de deux mesures exhaustives au 1er semestre 2026 afin d'ajuster son programme d'autosurveillance et d'intégrer potentiellement le suivi de substances dangereuses .

Des justificatifs détaillés dans les constats ci-dessous sont également attendus sur la traçabilité des

boues acides et sur la vérification des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 1-2-1			
Thème(s) : Situation administrative, Nature et liste des installations			
Prescription contrôlée :			
N° de Rubrique	Désignation des installations	Description des activités	Régime*
2531 a)	Travail chimique du verre ou cristal, le volume maximum de produits de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 150 litres.	4 lignes de traitement dont : <ul style="list-style-type: none">• 4 bains de décapage, soit 1050 litres,• 6 bains de dépolissage et de préparation, soit 4 300 litres,• 4 bains de dérochage, soit 1050 litres, soit un volume total de 6 400 litres .	A
1111-2 c)	Emploi ou stockage de substances et préparations liquides très toxiques liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 kg mais inférieure à 250 kg.	Stockage et emploi de 200 kg d'acide fluorhydrique.	DC
1131-2 c)	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes.	Bains de dépolissage et de préparation contenant de l'acide fluorhydrique ou du bifluorure d'ammonium, soit une quantité totale de 4,3 tonnes (4 300 litres).	D
2920-2	Installations de réfrigération ou de compression, utilisant des fluides non toxiques et non inflammables, la puissance absorbée étant	Compresseurs d'air représentant 111 kW .	D

	supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.		
1131-1	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques solides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 tonnes.	La quantité d'agent de dépolissage susceptible d'être présente est de 4,5 tonnes .	NC

Constats :

Par rapport à la situation administrative autorisée, l'exploitant avait informé l'inspection des installations classées en novembre 2015 de modification des lignes de traitement sans impact sur les volumes de produits de traitement autorisés de 6400 L. Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il relève toujours de la rubrique 2531-a au seuil d'autorisation et la quantité de 6400 L est inchangée.

Il a été observé pendant la visite de terrain 5 lignes de traitement :

Ligne #1 : ligne manuelle de décapage et dépolissage

Ligne #2 et #3 : lignes semi-automatiques de décapage et dépolissage

Ligne #4 : ligne de décapage

Ligne #6 : ligne automatisée de décapage et dépolissage

Après décapage et/ou dépolissage, les flacons sont rincés par immersion et/ou pulvérisation (dérochage) avant d'être séchés et conditionnés. On distingue pour le rinçage deux types de bains, avec eau acidulée ou eau osmosée.

Les bains de décapage principalement à base d'acide chlorhydrique sont alimentés depuis une cuve de 30 m³ située à l'extérieur. Cette cuve a été remplacée en 2022 et équipée d'une double paroi, en plus de la rétention existante. Ce stockage d'acide chlorhydrique ne relève pas d'une rubrique ICPE.

Par ailleurs, par courrier du 4 mai 2018, l'inspection des installations classées a confirmé le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 1111-2c, 1131-2c et 1131-1 pour le stockage ou l'emploi de liquides toxiques rentrant dans la composition des bains de décapage ou de dépolissage. Les produits sont désormais classés au seuil de déclaration sous les rubriques 4110-2b, 4130-2b et 4140-2b.

Le jour de la visite, les quantités maximales présentes ont été détaillées par l'exploitant:

rubrique 4110-2b - stockage et emploi de 200kg d'acide fluorhydrique

rubrique 4130-2b - bains de décapage pouvant contenir de l'acide fluorhydrique à hauteur de 1,7 tonne

rubrique 4140-2b - 2,9 tonnes de bains de dépolissage contenant du bifluorure d'ammonium et 1,05 tonne d'agent de dépolissage liquide.

L'exploitant est toujours soumis à déclaration pour ces rubriques.

Sur le terrain, les pictogrammes de dangers sont bien visibles au-dessus des cuves (ce point avait fait l'objet d'observation lors de la dernière visite).

La rubrique 2920-2 relative aux compresseurs d'air est supprimée.

L'exploitant avait auparavant une petite activité de sérigraphie, non classée, qui a été stoppée en 2020. A la place, l'exploitant a développé une ligne de lavage de plateaux thermoformés avec un volume de 4000 à 5000 plateaux par jour dans un bâtiment annexe aux installations ICPE, situé de l'autre côté de la voie ferrée. Une première cellule du bâtiment accueille du stockage de palettes de plateaux : d'après l'exploitant, la zone pourrait accueillir au maximum 1200 palettes de 200kg soit moins de 500 tonnes de matières combustibles, ce qui ne fait pas l'objet d'un classement au regard de la rubrique 1510. Or l'exploitant a analysé sa situation uniquement au regard de la rubrique 1510.

La zone de process accueille des palettes en attente et la ligne de lavage. L'exploitant a précisé qu'elle incluait un bac de 1000L d'eau mélangée à du produit lessiviel et qu'elle ne faisait pas l'objet d'un classement ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant l'activité de lavage des plateaux, l'exploitant stocke des palettes constituées uniquement de plateaux thermoformés en matières plastiques. Il est demandé en conséquence que l'exploitant se positionne par rapport à la rubrique 2662 relative au stockage de polymères avec un seuil de déclaration compris entre 100 m³ et 1000m³.

L'exploitant transmettra dans un délai de 3 mois le volume maximal susceptible d'être stocké. S'il est compris entre 100 et 1000 m³, l'exploitant adressera un rapport à connaissance avec une analyse de conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/01/2000 relatif aux installations à déclaration sous la rubrique n°2662 et les éventuelles demandes d'aménagement assorties de mesures compensatoires si les exigences de l'arrêté n'étaient pas respectées.

L'exploitant confirmera la quantité de produit lessiviel utilisée par rapport à la rubrique 2563 (activité à déclaration si la quantité de produit lessiviel mise en œuvre est supérieure à 500L).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 3-2-2 et 3-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de la description des équipements

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires de traitement le nécessitant sont captées au mieux et épurées suivant leur nature (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc.) avant rejet à l'atmosphère pour satisfaire aux exigences des présentes prescriptions.

N° de conduit	Installations raccordées
Conduit N° 1	Baignoires de décapage et de dépolissage de la ligne n°1 (chaîne manuelle)

Conduit N° 2	Bains de décapage et de dépolissage des lignes n°2 et n°3 (chaîne automatique)
Conduit N° 3	Bains de décapage et de dépolissage de la ligne n° 4 (chaîne automatique)

La ligne n°4 est équipée d'un laveur de gaz.

Les lignes n°1 à n°3 devront être équipés d'un dispositif de captation et de traitement des émissions gazeuses dans le délai d'un an à compter de la date de notification des présentes prescriptions.

Les rejets à l'atmosphère issus des installations de traitement sont collectés et évacués par l'intermédiaire de cheminées permettant une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.

Les cheminées sont munies d'un orifice obturable, facilement accessible et d'une plate-forme permettant d'effectuer les prélèvements de façon aisée, conformément à la norme NFX 44-052.

Constats :

Les installations de traitement d'air ont été modifiées par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Les effluents gazeux des lignes #1, #2 et #3 sont collectés ensemble, traités par un laveur de gaz et le conduit raccordé à une cheminée en toiture. De même pour les lignes #4 et #6 dont les effluents sont collectés ensemble, traités par un deuxième laveur de gaz et connectés à une 2ème cheminée en toiture, ce qui a été constaté sur le terrain.

L'exploitant a précisé les conditions générales de rejet :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection en m/s
Conduit N° 1 (lignes #1, #2 et #3)	3	0,6	5370	5,71
Conduit N°2 (lignes #4 et #6)	3	0,6	7920	8,33

Ces modifications seront intégrées lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3/06/2008.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 4-2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue à jour des plans et schémas
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux en format A4 pour une vue d'ensemble ainsi qu'en format A0 pour un plan détaillé. L'exploitant dispose également d'un schéma représentant le traitement des effluents aqueux. Ces documents font apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (eau réseau de ville et eau de forage), les secteurs collectés et réseaux associés, les ouvrages d'épuration, points de contrôle et points de rejets. Par sondage, il a été observé que le plan ne fait pas apparaître l'implantation des disconnecteurs. Commentaire n°1 : L'exploitant doit s'assurer que les informations devant apparaître sur le plan des réseaux sont exhaustives et mettra à jour ses plans le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limite d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 4-3-9 et 8-2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres suivis
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux résiduaires doivent par ailleurs respecter les caractéristiques explicitées ci-dessous avant leur rejet dans le milieu naturel. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.4)

Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en kg/j
Matières en suspension totale (MEST)	30	1,95
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	150	9,75
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	100	6,5
Hydrocarbures Totaux	10	0,65
Fluor et composés (en F)	15	0,95
Ammonium (NH ₄ ⁺)	30	1,95
Baryum	3	0,19
Métaux totaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn	15	0,95

Les dispositions suivantes doivent en outre être respectées :

- la température doit être inférieure à 30°C,
- le pH doit être compris entre 6.5 et 8.5,
- le débit horaire de rejet est inférieur ou égal à 2.7 m³/h,
- le débit maximum journalier est de : 65 m³.

Paramètres suivis en continu : pH, résistivité, débit

Paramètres suivis quotidiennement : NH₄⁺, fluorures, MEST

Paramètres suivis mensuellement : DCO

Paramètres suivis semestriellement : en plus des précédents, DBO₅, NTK, NH₄⁺, phosphore, sulfates, chlorures, baryum, métaux totaux, HCT

Constats :

Au point de rejet n°2, sont rejetés les effluents issus des eaux osmosées de process qui ont été traitées.

Il a été observé pendant la visite la station de traitement : le pH est d'abord neutralisé à la chaux dans un premier bassin, puis les effluents transitent par deux réacteurs où le pH est ajusté par ajout de potasse. Le pH est suivi en continu et en cas de dépassement, une alarme sonore se déclenche en même temps que la fermeture de la vanne. Après une phase finale de décantation, les eaux sont rejetées dans la Bresle.

A échéance semestrielle, l'exploitant doit transmettre les résultats de l'autosurveillance sur les

paramètres listés à l'article 8-2-2 de son arrêté.

Or, les derniers résultats transmis pour l'ensemble des paramètres sont ceux du contrôle inopiné en date du 29 juillet 2025.

Il s'avère qu'en 2025, un seul contrôle de l'ensemble des paramètres a eu lieu. L'exploitant le justifie après avoir supposé qu'un second contrôle inopiné aurait lieu en 2025 et comptait sur ce 2ème contrôle pour respecter l'échéance semestrielle.

Quant aux suivis des paramètres en continu, quotidien et mensuel, les résultats ont bien été enregistrés dans GIDAF pour l'année 2025.

Les résultats de l'autosurveillance et du contrôle inopiné sont par ailleurs conformes aux valeurs limites de rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant qu'il ne doit pas attendre les contrôles inopinés pour réaliser son programme d'auto-surveillance pour l'année 2026.

Sous six mois, les résultats du 1er contrôle semestriel complet 2026 devront être déposés sur GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Elimination des déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 5-1-4

Thème(s) : Risques chroniques, Boues acides

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

Les effluents aqueux issus des premiers bains de rinçage sont traités dans la station de traitement des eaux concentrées. Après décantation, les eaux acides sont recyclées dans le process alors que les boues acides sont compactées en "galettes" solides pour élimination.

L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets dangereux référence BSD-20260121-S9HCMX7F5 qui précise que les déchets ont été pris en charge par l'entreprise METOSTOCK ENVIRONNEMENT.

La mention "autorisation par arrêté préfectoral à une rupture de traçabilité pour ce déchet" a été cochée et l'exploitant n'est pas en mesure de préciser le devenir de son déchet. Le code D/R de traitement prévu, est D5 (mise en décharge spécialement aménagée)

Si la réglementation autorise cette possibilité, l'exploitant doit disposer de l'arrêté préfectoral de METOSTOCK prouvant l'autorisation de rupture de traçabilité.

L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de demander à son prestataire à ce que le cadre 12 soit rempli afin de connaître la destination finale et le traitement réservé à ses déchets.

L'exploitant veillera également à la cohérence entre la case 3 (dénomination du déchet / case solide cochée) et la case 6-1 qui mentionne un déchet liquide corrosif. Sur la base du rapport d'analyse des boues, il justifiera si le déchet est solide ou liquide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, il est demandé à l'exploitant de justifier qu'il est en possession de l'arrêté préfectoral de la société METOSTOCK ENVIRONNEMENT autorisée à une rupture de traçabilité. Il est également demandé le rapport d'analyse des boues permettant de classer le déchet en solide ou liquide (% siccité) ainsi que les documents d'acceptation préalable : la fiche d'identification du déchet qui doit décrire le process qui les génère ainsi que le CAP (n°DIS0000393 dans le cadre 2) qui lui a été délivré en retour afin de s'assurer que les boues acides mentionnées dans le BSD sont acceptables sur le site de METOSTOCK ENVIRONNEMENT.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Substances spécifiques du secteur d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 61

Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres susceptibles d'être suivis

Prescription contrôlée :

Pour les verres spéciaux, le cristal au plomb, les verres dépolis à l'acide fluorhydrique ou toutes autres activités mises en œuvre sur les sites, les rejets liquides doivent également respecter les valeurs limites de concentration suivantes :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Condition
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l 1 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j sinon
Chrome hexavalent et composés (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	50 µg/l	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,3 mg/l	Pour les sites dont une formulation utilise de l'arsenic

			25 µg/l	sinon
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,3 mg/l 0,1 mg/l	Pour les sites dont une formulation utilise du plomb sinon
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l	
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,5 mg/l	
Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380	1 mg/l	
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j

			20 mg/l	sinon
Ion fluorure (en F ⁻)	16984-48-8	7073	15 mg/l	si le rejet dépasse 150 g/j
Antimoine et composés (en Sb)	7440-36-0	1376	0,5 mg/l	
Baryum	7440-39-3	1396	3 mg/l	
Bore et ses composés (en B)	7440-42-8	1362	3 mg/l	

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

2° Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

<u>Autres substances de l'état chimique</u>			
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l
Acronifène	74070-46-5	1688	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j

Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/1024-57-3	7706	25 µg/l

Constats :

En janvier 2022, l'exploitant a transmis le rapport n°20010924-060 avec un bilan des analyses sur l'ensemble des paramètres dits RSDE listés dans l'arrêté ministériel du 12/03/2003 relatif au traitement chimique du verre.

Pour tous les paramètres, les résultats d'analyse étaient inférieurs aux valeurs limite de concentration et l'exploitant avait demandé à conserver son programme d'autosurveillance initial.

L'inspection considère que cette proposition ne peut être validée sur la base d'un seul et unique contrôle.

Il est donc proposé que deux autres analyses soient effectuées sur des lots différents de matières premières entrant dans la composition des bains. Deux analyses pourraient être ainsi planifiées en mars et en juin 2026.

Après réception des résultats, l'inspection des installations classées actera le nombre de paramètres et la fréquence dans le programme d'autosurveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé dans un délai de six mois la transmission des résultats des deux analyses RSDE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 7-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les installations disposent dans les zones à risques d'un volume de rétention qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Ce volume est d'au moins 170 m ³ et doit couvrir au minimum les zones de stockage des produits dangereux. Si ce volume est obtenu par mise en charge de la voirie et des réseaux, une consigne spécifique doit être prévue pour assurer la fermeture de la vanne manuelle d'obturation en cas d'accident.
Constats : Les besoins en eau sont estimés à 210 m ³ /h soit 420m ³ sur 2 heures. Le besoin est couvert par un pompage dans la Bresle depuis une aire d'aspiration située sur le domaine public au niveau du pont route de Normandie, avant l'entrée sur site. Cet emplacement a été validé par le SDIS compte tenu de l'emprise du site, tout en longueur, coïncé entre la voie ferrée et la rivière. Le volume de rétention des eaux d'extinction s'élève à 491 m ³ . Pour contenir ces eaux, l'exploitant a construit un muret le long de la Bresle, d'une hauteur minimale de 2 parpaings. Le volume constitué côté cour est d'au moins 158 m ³ (surface de 1580 m ²) et à l'arrière du site de 548 m ³ (surface de 5480 m ²). Une vanne manuelle est présente à côté du séparateur d'hydrocarbures pour obturer l'évacuation des eaux vers la Bresle en cas d'incendie ou de pollution accidentelle. Commentaire n°2 : Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que les équipiers de première intervention ont intégré la consigne de fermer la vanne manuelle d'obturation en cas d'accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2008, article 7-1-7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. <u>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</u> L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives

prises.

Constats :

Le compte rendu de vérification électrique Q18 du 18 février 2025 a pour conclusion que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'explosion et d'incendie. La vérification est notée partielle.

Le rapport détaillé de vérification comprend deux observations nouvelles, la première relative à des éclairages de sécurité, la deuxième relative à l'organisation d'un essai de mise hors tension totale de l'installation électrique.

L'exploitant a précisé que l'essai de coupure, objet d'une observation, était programmé le 11 février à l'occasion de la vérification des installations électriques de 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de trois mois, il est demandé la transmission du dernier rapport de vérification électrique qui devra être complet et du plan d'actions correctives si d'éventuelles observations n'ont pas été levées. En fonction des éléments transmis, l'inspection proposera si besoin des suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois